



Rapports sur les pouvoirs

Rapport sommaire présenté par le Président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail sur les pouvoirs des délégués et conseillers techniques désignés pour la 100^e session de la Conférence internationale du Travail (Genève, 31 mai 2011)

1. La composition de chaque délégation et le mode de désignation des délégués et conseillers techniques convoqués aux sessions de la Conférence internationale du Travail sont régis par l'article 3 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.
2. Conformément aux paragraphes 8 et 9 de l'article 3 de la Constitution, c'est aux gouvernements qu'il appartient de communiquer au Bureau international du Travail les désignations effectuées. La Conférence examine ces nominations et décide, en cas de contestation, si les délégués et conseillers techniques ont bien été désignés conformément aux termes de l'article 3 de la Constitution.
3. La Conférence exerce ce pouvoir selon la procédure prévue aux articles 5 et 26 à 26 *quater* de son Règlement, par le biais de sa Commission de vérification des pouvoirs.
4. En vertu du paragraphe 2 de l'article 26 du Règlement de la Conférence, «un rapport sommaire sur les pouvoirs est rédigé par le Président du Conseil d'administration. Il est disponible, en même temps que les pouvoirs, la veille de la séance d'ouverture et est publié le jour de l'ouverture de la Conférence.»
5. Le présent rapport doit permettre de déterminer provisoirement, conformément au paragraphe 1 (2) de l'article 20 du Règlement de la Conférence, le quorum nécessaire pour la validité des scrutins.
6. Le tableau ci-joint, établi le mardi 31 mai 2011 à 14 heures, donne la composition numérique des délégations à la Conférence selon les pouvoirs conférés. On remarquera, à cet égard, que les personnes qui ont été désignées à la fois comme délégués suppléants et conseillers techniques ont été classées dans ce tableau parmi les conseillers techniques.
7. A ce jour, 163 Etats Membres ont fait connaître les noms des membres de leur délégation. Cent vingt-deux pays (23 de plus que l'année dernière) ont déposé les pouvoirs de leur délégation le 17 mai 2011 ou avant, c'est-à-dire dans le délai de quinze jours avant la date fixée pour l'ouverture de la Conférence, conformément au paragraphe 1 de l'article 26 du Règlement de la Conférence. La *Première liste provisoire des délégations* publiée le jour

de l'ouverture de la Conférence contient les noms des participants accrédités jusqu'au mardi 31 mai 2011.

8. D'autre part, bien que la Conférence et la Commission de vérification des pouvoirs aient déjà insisté précédemment sur l'obligation que l'article 3 de la Constitution de l'Organisation fait aux gouvernements d'envoyer à la Conférence une délégation complète, deux Etats Membres (Haïti et Tadjikistan) ont accrédité une délégation exclusivement gouvernementale. En outre, un Etat Membre (Myanmar) a désigné un délégué des employeurs mais aucun délégué des travailleurs, tandis que deux Etats Membres (Bosnie-Herzégovine et Ouzbékistan) ont désigné un délégué des travailleurs mais aucun délégué des employeurs.
9. Trente-quatre gouvernements (neuf de moins que l'année dernière) n'ont pas confirmé qu'ils allaient payer les frais de voyage et de séjour de leurs délégués et conseillers techniques, conformément au paragraphe 2 a) de l'article 13 de la Constitution. A cet égard, il conviendrait, pour plus de clarté, que lors de l'établissement des pouvoirs les gouvernements utilisent le formulaire pour la désignation des délégations joint à la lettre de convocation à la Conférence que le Bureau adresse chaque année aux Etats Membres, ou qu'ils présentent leurs pouvoirs en ligne, grâce au système mis à disposition par le Bureau¹.
10. Enfin, je souhaiterais appeler les délégués et conseillers techniques à s'inscrire personnellement auprès du service d'enregistrement qui se trouve au Pavillon près du bâtiment du BIT, le quorum journalier étant calculé sur la base du nombre de délégués effectivement inscrits.

Composition de la Conférence et quorum

11. A l'heure actuelle, 325 délégués gouvernementaux, 159 délégués des employeurs et 160 délégués des travailleurs, soit au total 644 délégués, sont accrédités à la Conférence.
12. En outre, il y a 1 130 conseillers techniques gouvernementaux, 470 conseillers techniques des employeurs et 644 conseillers techniques des travailleurs, soit au total 2 244 conseillers techniques.
13. Le nombre total des délégués et conseillers techniques qui ont été désignés conformément aux dispositions de la Constitution de l'OIT pour prendre part aux travaux de la Conférence est de 2 888.
14. Treize Etats Membres accrédités à la Conférence présentent un tel retard dans le paiement de leurs contributions aux dépenses de l'Organisation qu'ils ne peuvent pas participer, pour le moment, aux votes à la Conférence ou à ses commissions, conformément au paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution (Burundi, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gambie, Guinée-Bissau, Ouzbékistan, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Tadjikistan). Il n'est donc pas tenu compte de 48 délégués dans le calcul du quorum. Il n'est pas tenu compte non plus de deux délégués qui, conformément au paragraphe 2 de l'article 4 de la Constitution, ne peuvent voter en raison de la nature incomplète de leurs délégations (voir paragraphe 8 ci-dessus).

¹ <http://www.ilo.org/credentials/index.asp>

-
15. Conformément à l'article 17 de la Constitution de l'Organisation et à l'article 20 du Règlement de la Conférence, le quorum nécessaire pour qu'un vote soit acquis sera provisoirement de 297 ².

Observateurs

16. Pour le moment, deux délégations d'observateurs ont été accréditées à la Conférence (le Bhoutan et le Saint-Siège).

Mouvement de libération et organisations invités

17. Assistent également à la Conférence:

- une délégation tripartite de la Palestine, mouvement de libération invité conformément au paragraphe 3 *k*) de l'article 2 du Règlement de la Conférence;
- des représentants des Nations Unies et de certains de ses organes, invités en vertu du paragraphe 1 de l'article II relatif à la représentation réciproque, de l'Accord entre les Nations Unies et l'Organisation internationale du Travail, entré en vigueur le 14 décembre 1946;
- des représentants des organisations internationales de caractère officiel invitées conformément au paragraphe 3 *b*) de l'article 2 du Règlement de la Conférence;
- des représentants des organisations internationales non gouvernementales avec lesquelles des relations consultatives ont été établies, invitées conformément au paragraphe 3 *j*) de l'article 2 du Règlement de la Conférence;
- des représentants d'autres organisations internationales non gouvernementales également invitées conformément au paragraphe 3 *j*) de l'article 2 du Règlement de la Conférence.

18. La liste de ces divers représentants est jointe à la liste des délégations, publiée comme supplément au *Compte rendu provisoire* de la Conférence.

Genève, le 31 mai 2011

(Signé) M. Jerry M. Matjila
Président du Conseil d'administration

² C'est-à-dire la moitié du nombre total des délégués accrédités (644), après soustraction du nombre de ceux qui n'ont pas le droit de vote à cause des arriérés (48), et de celui des délégations incomplètes des employeurs et des travailleurs (2).

1) Délégués gouvernementaux	4) Conseillers gouvernementaux
2) Délégués des employeurs	5) Conseillers des employeurs
3) Délégués des travailleurs	6) Conseillers des travailleurs
1) 2) 3) 4) 5) 6)	

Liste des délégués et conseillers techniques accrédités

1) 2) 3) 4) 5) 6)	1) 2) 3) 4) 5) 6)	1) 2) 3) 4) 5) 6)	1) 2) 3) 4) 5) 6)
Afghanistan.....	2 1 1 8 - -	République dominicaine.....	2 1 1 16 5 8
Afrique du Sud.....	2 1 1 16 5 6	Dominique.....	- - - - -
Albanie.....	2 1 1 4 1 1	Egypte.....	2 1 1 11 4 8
Algérie.....	2 1 1 10 8 8	El Salvador.....	2 1 1 4 - 1
Allemagne.....	2 1 1 11 5 7	Emirats arabes unis.....	2 1 1 15 4 3
Angola.....	2 1 1 4 - -	Equateur.....	2 1 1 6 2 -
Antigua-et-Barbuda.....	- - - - -	Erythrée.....	2 1 1 2 - 2
Arabie saoudite.....	2 1 1 15 3 4	Espagne.....	2 1 1 14 8 8
Argentine.....	2 1 1 6 8 8	Estonie.....	2 1 1 4 1 -
Arménie.....	- - - - -	Etats-Unis.....	2 1 1 13 6 8
Australie.....	2 1 1 2 2 2	Ethiopie.....	2 1 1 4 - 1
Autriche.....	2 1 1 8 2 2	ex-Rép. Yougosl. de Macédoine...	2 1 1 2 - 1
Azerbaïdjan.....	2 1 1 8 4 7	Fidji.....	2 1 1 1 - -
Bahamas.....	2 1 1 - - 7	Finlande.....	2 1 1 7 4 3
Bahreïn.....	2 1 1 13 3 3	France.....	2 1 1 15 6 8
Bangladesh.....	2 1 1 5 2 3	Gabon.....	2 1 1 9 3 8
Barbade.....	2 1 1 4 - 1	Gambie.....	2 1 1 1 - -
Bélarus.....	2 1 1 8 2 7	Géorgie.....	2 1 1 2 4 6
Belgique.....	2 1 1 16 6 8	Ghana.....	2 1 1 14 8 8
Belize.....	- - - - -	Grèce.....	2 1 1 12 6 6
Bénin.....	2 1 1 7 1 8	Grenade.....	- - - - -
Bolivie, Etat plurinational.....	2 1 1 3 - 3	Guatemala.....	2 1 1 7 3 5
Bosnie-Herzégovine.....	2 - 1 3 - -	Guinée.....	2 1 1 6 8 8
Botswana.....	2 1 1 8 - -	Guinée-Bissau.....	2 1 1 - - 1
Brésil.....	2 1 1 16 8 8	Guinée équatoriale.....	- - - - -
Brunéi Darussalam.....	2 1 1 4 - -	Guyana.....	- - - - -
Bulgarie.....	2 1 1 5 4 2	Haïti.....	2 - - 1 - -
Burkina Faso.....	2 1 1 12 3 5	Honduras.....	2 1 1 2 3 -
Burundi.....	2 1 1 4 - -	Hongrie.....	2 1 1 10 7 7
Cambodge.....	2 1 1 6 1 -	Iles Marshall.....	- - - - -
Cameroun.....	2 1 1 13 6 8	Iles Salomon.....	- - - - -
Canada.....	2 1 1 14 4 5	Inde.....	2 1 1 8 8 8
Cap-Vert.....	2 1 1 3 - -	Indonésie.....	2 1 1 16 8 8
République centrafricaine.....	2 1 1 9 2 2	République islamique d'Iran.....	2 1 1 15 5 6
Chili.....	2 1 1 10 8 8	Iraq.....	2 1 1 8 - 1
Chine.....	2 1 1 16 8 8	Irlande.....	2 1 1 4 1 1
Chypre.....	2 1 1 6 5 8	Islande.....	2 1 1 2 1 1
Colombie.....	2 1 1 16 8 8	Israël.....	2 1 1 5 6 5
Comores.....	2 1 1 10 2 3	Italie.....	2 1 1 8 2 7
Congo.....	2 1 1 14 6 8	Jamaïque.....	2 1 1 9 1 1
République de Corée.....	2 1 1 14 8 6	Japon.....	2 1 1 13 3 8
Costa Rica.....	2 1 1 3 2 2	Jordanie.....	2 1 1 1 - 5
Côte d'Ivoire.....	2 1 1 13 8 8	Kazakhstan.....	2 1 1 1 1 1
Croatie.....	2 1 1 5 5 3	Kenya.....	2 1 1 9 2 8
Cuba.....	2 1 1 6 - 1	Kirghizistan.....	- - - - -
Danemark.....	2 1 1 8 5 7	Kiribati.....	2 1 1 - - -
Djibouti.....	2 1 1 3 - 1	Koweït.....	2 1 1 16 2 4
		Lao, Rép. démocratique populaire.....	2 1 1 - - 1
		Lesotho.....	2 1 1 3 - -
		Lettonie.....	2 1 1 3 - -
		Liban.....	2 1 1 4 5 5
		Libéria.....	2 1 1 2 8 8
		Jamahiriya arabe libyenne.....	- - - - -
		Lituanie.....	2 1 1 3 - -
		Luxembourg.....	2 1 1 9 5 8
		Madagascar.....	2 1 1 1 - -
		Malaisie.....	2 1 1 8 4 8
		Malawi.....	2 1 1 2 - -
		Maldives.....	2 1 1 4 3 -
		Mali.....	2 1 1 10 1 2
		Malte.....	2 1 1 4 2 6
		Maroc.....	2 1 1 13 4 8
		Maurice.....	2 1 1 5 1 -
		Mauritanie.....	2 1 1 7 - 6
		Mexique.....	2 1 1 4 7 8
		République de Moldova.....	2 1 1 1 - -
		Mongolie.....	2 1 1 3 4 1
		Monténégro.....	2 1 1 - - 1
		Mozambique.....	2 1 1 5 - 2
		Myanmar.....	2 1 - 5 - -
		Namibie.....	2 1 1 9 2 2
		Népal.....	2 1 1 5 - 8
		Nicaragua.....	2 1 1 1 - 1
		Niger.....	2 1 1 7 6 8
		Nigéria.....	2 1 1 16 8 8
		Norvège.....	2 1 1 12 4 8
		Nouvelle-Zélande.....	2 1 1 5 1 1
		Oman.....	2 1 1 9 4 7
		Ouganda.....	2 1 1 2 4 8
		Ouzbékistan.....	2 - 1 3 - -
		Pakistan.....	2 1 1 7 - 2
		Panama.....	2 1 1 10 2 2
		Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	2 1 1 6 - -
		Paraguay.....	- - - - -
		Pays-Bas.....	2 1 1 16 6 6
		Pérou.....	2 1 1 4 1 3
		Philippines.....	2 1 1 5 3 3
		Pologne.....	2 1 1 9 4 5
		Portugal.....	2 1 1 5 8 6
		Qatar.....	2 1 1 5 1 1
		Rép. Démocratique du Congo.....	2 1 1 16 8 8
		Roumanie.....	2 1 1 6 8 8
		Royaume-Uni.....	2 1 1 7 4 3
		Fédération de Russie.....	2 1 1 16 2 7
		Rwanda.....	2 1 1 2 - -
		Saint-Kitts-et-Nevis.....	- - - - -
		Sainte-Lucie.....	- - - - -
		Saint-Marin.....	2 1 1 - 1 4
		Saint-Vincent-et-les Grenadines...	- - - - -
		Samoa.....	- - - - -
		Sao Tomé-et-Principe.....	2 1 1 - - -
		Sénégal.....	2 1 1 16 2 8
		Serbie.....	2 1 1 2 1 5
		Seychelles.....	2 1 1 - - -
		Sierra Leone.....	2 1 1 - - -
		Singapour.....	2 1 1 12 3 7
		Slovaquie.....	2 1 1 7 3 3
		Slovénie.....	2 1 1 3 1 1
		Somalie.....	2 1 1 3 1 2
		Soudan.....	2 1 1 5 2 8
		Sri Lanka.....	2 1 1 8 - 5
		Suède.....	2 1 1 4 4 4
		Suisse.....	2 1 1 14 3 8
		Suriname.....	2 1 1 - - -
		Swaziland.....	2 1 1 2 3 3
		République arabe syrienne.....	2 1 1 1 - 4
		Tadjikistan.....	1 - - - -
		République-Unie de Tanzanie.....	2 1 1 12 7 8
		Tchad.....	2 1 1 11 1 1
		République tchèque.....	2 1 1 6 4 3
		Thaïlande.....	2 1 1 13 3 4
		Timor-Leste.....	- - - - -
		Togo.....	2 1 1 13 6 8
		Trinité-et-Tobago.....	2 1 1 4 1 4
		Tunisie.....	2 1 1 3 4 7
		Turkménistan.....	- - - - -
		Turquie.....	2 1 1 12 8 6
		Tuvalu.....	- - - - -
		Ukraine.....	2 1 1 3 8 4
		Uruguay.....	2 1 1 2 3 2
		Vanuatu.....	- - - - -
		Rép. bolivarienne du Venezuela...	2 1 1 5 8 6
		Viet Nam.....	2 1 1 6 3 2
		Yémen.....	2 1 1 2 - 2
		Zambie.....	2 1 1 4 3 5
		Zimbabwe.....	2 1 1 16 - 1

	1)	2)	3)	4)	5)	6)
Total	325	159	160	1130	470	644

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Rapport sur les pouvoirs</i>	
Rapport sommaire présenté par le Président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail sur les pouvoirs des délégués et conseillers techniques désignés pour la 100 ^e session de la Conférence internationale du Travail (Genève, 31 mai 2011)	1
Composition de la Conférence et quorum.....	2
Observateurs	3
Mouvement de libération et organisations invités	3

.....
: Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires, afin de réduire autant que possible :
: l'impact environnemental des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions :
: reconnaissants aux délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs :
: propres exemplaires afin de ne pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de :
: la CIT sont consultables sur Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>. :
:.....